



**MARCHE DE SERVICES
ETUDE PATRIMONIALE ET TARIFAIRE
SCHEMA DIRECTEUR EAU POTABLE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage : Mairie de Laz

1 rue de Pont Pol

29520 LAZ

Tél : 02 98 26 83 21

Fax : 02 98 26 87 27

Courriel : mairie.laz@wanadoo.fr

Marché n° : 2016-07

Date et heure limites de remise des offres : 31/10/2016 à 12 heures

Article 1. Objet du C.C.A.P.

Le présent C.C.A.P. a pour objet l'étude patrimoniale et tarifaire et l'établissement d'un schéma directeur eau potable.

Article 2. Procédure et forme de marché

Cette procédure est passée, selon une procédure adaptée, conformément à l'article 27 du décret n° 2016- 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 3. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de la date de la réunion de lancement.

La durée du marché est de 12 mois maximum.

Article 4. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. applicable aux services et fournitures, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- L'offre technique du titulaire (note méthodologique remise par le candidat lors de la consultation avec présentation des moyens humains et techniques dédiés à la prestation et du planning d'exécution des prestations).

Pièces générales non matériellement incorporées :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, issu de l'arrêté du 19 janvier 2009 (C.C.A.G.- F.C.S.).

Article 5. Prix

5.1. Nature et caractère du prix

Les prestations seront réglées aux prix forfaitaires proposés par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement.

Tous les frais du titulaire relatifs à l'accomplissement de ses missions, qu'il s'agisse de temps passé, frais de secrétariat, établissement de documents, frais généraux, frais de déplacements et divers sont réputés compris dans les prix. Toute réunion de travail est intégrée dans le prix de l'étude et sans limitation.

5.2. Variation du prix

Les prix seront révisés tous les trois mois, à compter du quatrième mois, par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 12,50\% + 87,50\% (I_n/I_0)$$

Dans laquelle :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In : valeur de l'index de référence au mois n.
- L'index de référence I, publié au Moniteur des Travaux Publics ou sur le site de l'INSEE www.insee.fr, est l'index ING (Ingénierie).

Article 6. Modalités de paiement

Les prestations objet du présent marché seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et précisées aux articles 11 et 12 du C.C.A.G. F.C.S.

6.1. Avance

Sans objet

6.2 Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé à trente jours à compter de la réception de la demande de paiement. En cas de retard de paiement aux termes fixés, les sommes dues porteront intérêt de plein droit sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 7. Délais et conditions d'exécution du marché

7.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans l'acte d'engagement.

Le délai maximum de l'étude est fixé à 12 (douze) mois.

Les éléments précisés dans le planning prévisionnel détaillé proposé par le candidat titulaire du marché dans son offre acquièrent valeur contractuelle à la notification du marché.

7.2. Conditions d'exécution

Les conditions d'exécution du présent marché sont déterminées dans le C.C.T.P.

7.3. Constatation de l'exécution des prestations

Les dispositions du chapitre 5 du C.C.A.G. F.C.S. s'appliquent à l'exécution des prestations du présent marché

Article 8. Pénalités

En cas de retard dans la remise des documents, le titulaire subit une pénalité journalière fixée selon la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant

- égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ;
- R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14-1-3 du C.C.A.G. F.C.S., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 300 € H.T.

En cas de non-participation à une réunion à laquelle il a été dûment convoqué, ou prévue dans le cadre des conditions d'exécution de sa mission, le titulaire subira une pénalité de 100 € par absence.

Article 9. Documents remis

Le pouvoir adjudicateur fournira au titulaire tous les éléments qu'il a en sa possession nécessaires à la réalisation des études.

Les documents remis par le titulaire à la fin de sa mission (rapport définitif, synthèse finale), devront être remis en 5 exemplaires papiers et un format numérisé.

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents transmis par le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations du marché.

Article 10. Confidentialité

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu du maître d'ouvrage communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse du maître d'ouvrage, être communiqués à des tiers.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

Le personnel du titulaire ainsi que, le cas échéant, celui des sous-traitants, sont tenus à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours des entretiens ou celles qui lui sont communiquées pour l'exécution de l'étude.

Si le maître d'ouvrage constate que cette obligation n'a pas été respectée, elle est en droit de réclamer au titulaire des dommages et intérêts équivalents à 5% du montant total HT du marché.

Article 11. Retenue de garantie

En raison de la nature des prestations, il ne sera exigé ni garantie à première demande, ni caution personnelle et solidaire, ni retenue de garantie.

Article 12. Résiliation

Il sera fait application des articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G. F.C.S.

En outre, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Le titulaire dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 13. Sous-traitance

En cas de besoin, le titulaire pourra faire appel à un sous-traitant dans les conditions définies à l'article 3.6 du C.C.A.G. F.C.S.

Article 14. Cession ou nantissement de créance

Un exemplaire unique sera délivré à l'entreprise qui en fera la demande.

Article 15. Différends et litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Un différend ou litige résultant de l'application des clauses du présent accord-cadre se règle selon les dispositions de l'article 37 C.C.A.G. F.C.S. et l'article 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège le pouvoir adjudicateur :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte

CS44416

35044 Rennes Cedex

Article 16. Dérogation au C.C.A.G.

Les dérogations suivantes sont apportées au C.C.A.G.- F.C.S.:

- L'article 4 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. F.C.S.
- L'article 8 déroge à l'article 14-1-3 du C.C.C.A.G. F.C.S.